



Progrès
Social
libertés



Solidarité
Démocratie

Un plan de relance, mais de relance de quoi ? pourquoi ? Pour qui ?

Sommaire :

- Alors ce plan de relance est-ce bien ou pas ?
- Les travailleurs : experts de leur travail et leur entreprise
- Transformer le travail, une exigence sociale et écologique
- Urgence démocratique : Il est temps que les paroles se traduisent en actes
- Propositions CGT : pour que l'avenir ne ressemble pas à 2020, un autre monde est possible !

« France Relance » se veut un plan de relance pour la refondation économique, sociale et écologique du pays. Son but ? Bâtir la France de 2030, en annonçant une mise de 100 milliards d'euros dont 40 Md€ de fonds européens.

Le gouvernement a indiqué en septembre 2020 que ce plan :

- s'inscrit dans l'objectif « *D'avoir une industrie forte. Ce plan de reconquête industrielle est indispensable pour renforcer notre résilience et conforter une véritable souveraineté économique à l'échelle européenne, tout en construisant les fondements d'une économie décarbonée.* ».
- sera mis en œuvre sous forme d'appels à projets destinés aux entreprises et aux collectivités locales.
- « *Au-delà des mesures d'urgences, la première réponse face à la crise doit en effet être celle de l'investissement privé et public pour préparer l'avenir.* ».

En creux, derrière ces annonces, en quelques lignes, que d'aveux :

- ⇒ l'investissement public ne serait pas qu'une dépense à réduire
- ⇒ le « marché » ne serait pas suffisant pour définir le meilleur futur possible!

Le plan « France Relance » est organisé autour de trois priorités, lesquelles sont déclinées en grandes mesures de soutien à l'industrie, mais pas uniquement.

- 30 md€ sur le volet écologique, principalement autour du dispositif « MaPrimeRénov » (amélioration de l'habitat), de la rénovation thermique des bâtiments publics, d'investissements pour la décarbonation de l'industrie et pour des véhicules propres et électriques.
- 34 Md€ sur le volet compétitivité pour le financement des entreprises: Aide aux projets industriels (modernisation, relocalisation), mise à niveau numérique des TPE/PME/ETI, soutien à l'export, patrimoine...
- 36 md€ sur le volet cohésion : qui se décline principalement autour d'aides à l'embauche en apprentissage et d'aide à l'embauche des jeunes avec la mise en place de « Parcours qualifiants » et le soutien aux commerces.

Suivant l'importance du projet déposé par l'entreprise, s'il est jugé stratégique ou sensible, il sera piloté et arbitré au niveau national ou pris en charge par les préfets de régions ou de départements. Les régions « politiques » participent à ce pilotage et abondent financièrement. Les métropoles engagent aussi des initiatives, leur implication dans le pilotage restant à définir.

C'est ainsi dans ce cadre que l'Etat et la région AURA ont signé le 16 janvier, un accord représentant engageant 3 milliards d'euros d'investissements pour les deux années à venir (2021-2022), pour relancer l'activité économique sur tous les territoires d'Auvergne-Rhône-Alpes.

Alors ce plan de relance est-ce bien ou pas ?

Pour la CGT, notre ambition est de placer le développement humain et la protection du vivant au cœur de nos choix de société. Il s'agit de repenser le modèle de développement économique, au regard des enjeux que posent la lutte contre le changement climatique, les pollutions et l'explosion des inégalités sociales et territoriales.

Pour la Cgt, cet argent public

ne doit pas être distribué sans transparence, sans concertations ni contreparties. Les salariés et les citoyens doivent être impliqués dans ces choix qui impactent leur avenir et celui des générations à venir.

C'est pourquoi à la CGT nous préférons parler de plan de rupture pour aller vers un modèle soutenable sur le plan social et environnemental.

Prenons l'exemple des jeunes : comment être motivé quand on dit qu'ils sont un coût et une charge pour la société ? A quoi servent les qualifications et les diplômes si c'est pour enchaîner des contrats courts et des stages ? A quoi servent les progrès technologiques si c'est pour travailler plus, pour travailler mal, et avec moins de protection sociale ? comment vit-on le travail quand il va à l'inverse de ses propres valeurs ?

Les travailleurs, experts de leur travail et de leur entreprise !

Le travail est souvent présenté comme une activité manuelle ou intellectuelle permettant de réaliser ou de concevoir un produit, un service, avec en contrepartie le versement d'un salaire ou rémunération.

Les directions décident et les salariés exécutent ! N'est-ce pas là que le bât blesse ?

Les exemples ne manquent pas où les directions d'entreprises décident d'externaliser, de supprimer des postes, d'abandonner des projets porteurs simplement parce qu'ils sont jugés insuffisamment rentables au regard des exigences des actionnaires.

L'idée que salariés, patrons, actionnaires seraient tous dans le même bateau et que nos intérêts seraient

liés et partagés est fausse ! Dans les faits, les salariés ramment et ils n'ont pas le droit de définir la destination et la vitesse du bateau, ni de choisir le modèle des rames...

La stratégie industrielle d'une entreprise, est souvent regardée uniquement par le prisme financier à très court terme. **Or, la sécurisation et l'avenir d'une entreprise demandent de l'anticipation.**

Les exemples ne manquent pas d'entreprises qui ont disparues comme KODAK, qui n'a pas vu venir le virage du numérique, d'ALCATEL et NOKIA qui n'ont pas cru dans les modèles Smartphones... Ces disruptions portées par les tech-

nologies du numérique ne sont pas terminées. Ce n'est ni aux salariés, aux citoyens et aux territoires d'en subir passivement les effets!

Il est temps que les salariés puissent décider de ce qui est nécessaire en formation, en études et recherches, en investissements et en capacités de production pour bien travailler, pour répondre aux besoins des populations, préserver le vivant, le monde de demain.

Des salariés inscrits dans un projet collectif ne sont-ils pas de meilleurs « gestionnaires du bien commun » que des actionnaires anonymes ?

Transformer le travail, une exigence sociale et écologique

La crise sanitaire a percuté en profondeur le travail, l'enseignement et la formation, les activités sociales, la mobilité et les modes de consommations. Il nous faut en tirer les enseignements pour faire face aux enjeux sanitaires, sociaux, environnementaux, économiques et démocratiques.

Ces enjeux majeurs ne peuvent pas être délégués à quelques décideurs. L'adhésion et l'implication de toutes et tous étant nécessaires, les travailleurs et leurs organisations syndicales sont les premiers concernés. Ils doivent être associés.

Nous avons besoin d'une vision prospective et systémique basée sur le travail, la coopération, en partant des besoins sociaux, des projets entre filières industrielles, entre filières et services publics.

Nous avons déjà des expériences porteuses comme le travail mené sur l'imagerie médical entre Thales et l'hôpital public, celui entre la RATP et les bus Renault (devenu depuis Iveco) pour développer un bus à plancher plat !

C'est ce même professionnalisme collectif dont ont fait preuve les personnels de santé lors de la crise sanitaire ! Ceux

qui étaient aux « manettes » pour réformer l'hôpital public, pour soi-disant le rendre plus efficace, ont été complètement dépassés par les événements.

Être uniquement focalisé sur des indicateurs comptables n'est pas d'un grand secours dans la gestion d'une crise qui révèle les faiblesses des politiques menées, la méconnaissance de la réalité du travail, pourtant largement dénoncées par les représentants des salariés (manque cruel de personnels, de matériel et de lits !)

A l'inverse, les personnels de santé ont démontré leurs compétences pour soigner mais aussi pour organiser, gérer l'hôpital et traiter le flot des patients.

C'est bien eux qui ont été applaudis le soir à 20h, et plus généralement l'ensemble des personnels des services publics. C'est ce qui conduira à la formule : **« Plus que les premiers de cordées, ce sont les premiers de corvées qui sont utiles à la société... ».**

Comment, dans le même temps, admettre que **LUXFER**, fabriquant entre autres de bouteilles de gaz

pour oxygénothérapie, maintienne fermée sa dernière usine européenne, à Gerzat. Pourtant, les 136 salariés portent un projet de relance de cette production essentielle et de diversification sur des applications innovantes !

Cet entêtement de LUXFER entraîne la perte de compétences rares et d'une technologie unique. Mais c'est surtout le début d'une énième dépendance aux exportations pour des produits de premières urgences, financés par notre système de protection sociale.

Quel crédit accorder à nos stratèges et décideurs politiques qui laissent faire et parlent de souveraineté industrielle et de l'impératif de ré-industrialiser ?

Pourquoi ne pas nationaliser, réquisitionner LUXFER au nom de l'intérêt général, comme le proposent les salariés et leurs organisations syndicales.

L'urgence démocratique : Il est temps que les paroles se traduisent en actes

Ne retombons donc pas dans les erreurs du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) qui coûtera entre 2012 et 2021 plus de 120 milliards d'euros, avec un bilan épinglé par la Cour des Comptes comme : « *un dispositif dont l'efficacité, la pertinence ou l'impact ne sont pas établis.* ». Cela confirme que les aides sans contrôle et contrepartie ne sont pas efficaces : tout manque, des médicaments aux puces électroniques !

Un autre usage de l'argent public s'impose donc, à partir des besoins des salariés, des usagers des services publics et des citoyens, et non pour servir les intérêts de quelques uns.

Imposons au Président de la République de respecter ses propos de mars 2020, sur le besoin de renforcer les services publics et la nécessité de retrouver les moyens de notre souveraineté.

Arrêtons les politiques court-termistes, de saupoudrage de subven-

tions à des fins électorales ! C'est d'un état stratège et soucieux du devenir et des besoins des citoyens et des générations futures dont nous avons besoin,

Débattons d'autres propositions qui profitent en priorité à la jeunesse, à l'enseignement et à la formation, aux secteurs révélés comme prioritaires par la crise comme la santé et la production des biens de première nécessité, tout en intégrant les besoins impérieux de transition écologique.

Pour que l'avenir ne ressemble pas à 2020, un autre monde est possible !

La Cgt propose :

Conditionner les aides publiques aux entreprises à leur politique sociale, environnementale et de recherche. Tracer de manière distincte et détaillée les aides, subventions dans les comptes des entreprises pour permettre la consultation des élus du personnel et la prise en compte de leur avis.

Relocaliser et décarboner notre industrie, à commencer par les filières stratégiques. **Mettre en place** un moratoire sur toutes les mesures de restructuration, délocalisation et licenciements et permettre aux syndicats de suspendre des projets dangereux pour l'emploi, l'environnement et la santé.

Créer un pôle financier public au service des circuits de proximité, en soutien au TPE, à l'innovation, au logement social, aux transports collectifs... **Investir dans la recherche** collaborative et dans des stratégies de filières à moyen et long termes.

Renforcer et développer le secteur public, socle indispensable de la solidarité, de la citoyenneté, de la démocratie et d'un développement économique pour répondre aux besoins de tous, à égalité sur tout le territoire.

Garantir l'exercice du droit syndical, des élus et mandatés avec l'octroi de moyens en heures et en prérogatives, notamment, pour contrôler, évaluer les choix de gestion de l'entreprise, proposer des projets alternatifs et la prise en compte de ceux-ci par les décideurs. **Reconnaître** un statut de protection aux lanceurs d'alerte.

Augmenter de manière significative les salaires, reconnaître les qualifications et l'égalité entre les femmes et les hommes; **Réduire le temps de travail à 32h hebdomadaires** et **encadrer** le télétravail, **Engager** une politique de prévention et de promotion de la santé au travail,

Garantir l'emploi par une sécurité sociale professionnelle, le droit à la formation professionnelle tout au long de la vie en anticipant les formations nécessaires aux évolutions de compétences et des emplois de demain, utiles pour transformer le travail vers un modèle de développement humain, durable, permettant de préserver l'humanité sur une planète vivante.